

DIAGNOSTIC TERRITORIAL D’ECONOMIE CIRCULAIRE

avec cartographie des acteurs et des flux de l’économie circulaire et des synergies possibles sur le territoire.

**Sommaire**

1. Définition - objectifs – méthodologie
2. Eléments de contexte
   1. Règlementations
      1. Européenne
      2. Nationale
      3. Dispositions régionales
   2. Profil du territoire
      1. L’organisation territoriale et les orientations et objectifs locaux suivant les documents de planification
         1. Le PETR
         2. Les EPCI
         3. Le Smitomga
      2. La structuration économique
         1. Données socio-économiques
         2. Filières
         3. Zones d’activités
   3. Les Acteurs institutionnels et leurs dispositifs, outils et réseaux
3. Déchets du territoire
   1. Quantités de déchets produits
      1. DMA
      2. DAE
      3. Déchets BTP
   2. Description des installations de gestion des déchets
   3. Bilan des actions de prévention des déchets
4. L’économie circulaire dans le PETR : présentation d’initiatives et des potentiels
   1. L’approvisionnement durable
   2. L’écoconception
   3. L’écologie industrielle et territoriale
   4. L’économie de la fonctionnalité
   5. La consommation responsable
   6. L'allongement de la durée d’usage
   7. Le recyclage.
5. Analyse AFOM
6. Cartographie des acteurs et des flux de l’économie circulaire et des synergies possibles sur le territoire
7. Perspectives – vers un programme d’actions

Liste des abréviations :

ADEME : Agence de la Transition Ecologique

CA : Chambre d’Agriculture

CCB : Communauté de communes du Briançonnais

CCGQ : Communauté de communes du Guillestrois Queyras

CCI : Chambre du Commerce et de l’Industrie

CCPE : Communauté de communes du Pays des Ecrins

CEE : Contrat d’Economie d’Energie

CMA : Chambre des Métiers et de l’Artisanat

CTES : Contrat de Transition Ecologique et Solidaire

DDT : Direction Départementale des Territoires

EIT : Ecologie Industrielle et Territoriale

PAT : Projet Alimentaire Territorial

PCAET : Plan Climat Air Energie Territorial

PETR : Pôle d’Equilibre Territorial et Rural

PLPDMA : Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

PLU : Plan local d’urbanisme

PNE : Parc national des Ecrins

PnrQ : Parc Naturel Régional du Queyras

PRAEC : Plan Régional d’Actions en faveur de l’Economie Circulaire

PRPGD : Plan régional de prévention et de gestion des déchets

SCOT : Schéma de cohérence territoriale

SMITOMGA : Syndicat MIxte de Traitement des Ordures Ménagères du Guillestrois, du Queyras et de l'Argentiérois

SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

SRDEII : schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation

SRDT : Schéma Régional du Développement du Tourisme

# Définition de l’Economie circulaire

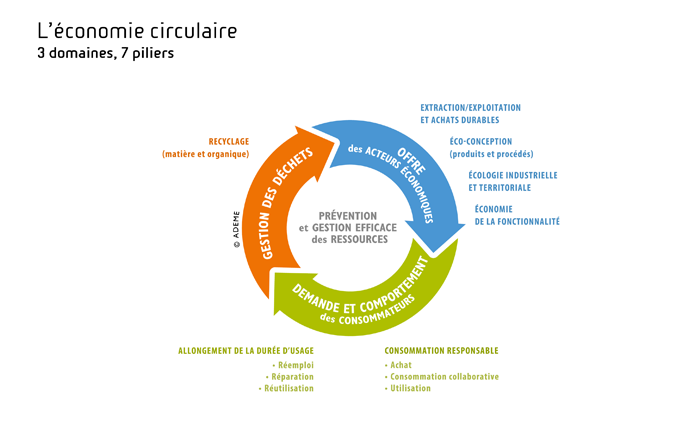
Selon l’ADEME, l**’économie circulaire peut se définir comme un système économique d’échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l’efficacité de l’utilisation des ressources et à diminuer l’impact sur l’environnement tout en développant le bien être des individus.**

**Elle compte trois champs d’action :**

* La production et l’offre de biens et de services ;
* La consommation au travers de la demande et du comportement du consommateur (économique ou citoyen) ;
* La gestion des déchets avec le recours prioritaire au recyclage qui permet de boucler la boucle.

Et sept piliers :

* **L’approvisionnement durable** (extraction/exploitation et achats durables) concerne le mode d’exploitation/extraction des ressources visant une exploitation efficace des ressources en limitant les rebuts d’exploitation et l’impact sur l’environnement notamment dans l’exploitation des matières énergétiques et minérales (mines et carrières) ou dans l’exploitation agricole et forestière tant pour les matières/énergie renouvelables que non renouvelables ». Ce pilier recouvre les éléments relatifs aux achats privés et publics (des entreprises et des collectivités).
* L’**écoconception** vise, dès la conception d’un procédé, d’un bien ou d’un service, à prendre en compte l’ensemble du cycle de vie en minimisant les impacts environnementaux.
* L’**écologie industrielle et territoriale**, dénommée aussi symbiose industrielle, constitue un mode d’organisation interentreprises par des échanges de flux ou une mutualisation de besoins. Pilier de l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale vise à optimiser les ressources sur un territoire, qu'il s'agisse d'énergies, d'eau, de matières, de déchets mais aussi d'équipements et d'expertises, via une approche systémique qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels.
* L’**économie de la fonctionnalité** privilégie l’usage à la possession et tend à vendre des services liés aux produits plutôt que les produits eux-mêmes.
* La **consommation responsable** doit conduire l’acheteur, qu’il soit acteur économique (privé ou public) ou citoyen consommateur, à effectuer son choix en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit (biens ou service).
* L'**allongement de la durée d’usage** par le consommateur conduit au recours à la réparation, à la vente ou don d’occasion, ou à l’achat d’occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation ;
* Le **recyclage** vise à utiliser les matières premières issues de déchets.



# Les objectifs de ce diagnostic

## Objectifs stratégiques :

* Promouvoir l’économie circulaire comme condition de la transition écologique et solidaire
* Engager le territoire et ses acteurs dans une démarche globale d’économie circulaire

## Objectifs opérationnels :

* Etablir un état des lieux sur les enjeux territoriaux au regard de l'économie circulaire en lien avec les acteurs économiques : règlementation, politiques locales, atouts et faiblesses du territoire, ressources locales et filières économiques, acteurs mobilisables, opportunités et freins au développement de l’économie circulaire.
* Identifier les acteurs et les flux de l’économie circulaire et les synergies possibles sur le territoire
* Lister les dispositifs, les outils à disposition du territoire et des acteurs
* Présenter des projets exemplaires dans l’ensemble des filières économiques et à toutes échelles.

# Méthodologie :

* Recherches bibliographiques sur le thème de l'économie circulaire, sur les documents politiques du territoire (SCoT, SRADDET, Schéma de développement économique, etc.) et veille sur les projets en cours sur le territoire
* Compilation de données, synthèse des activités économiques sur le territoire et estimation des déchets produits
* Rencontre individuelle ou entretien téléphonique avec des acteurs-clés (liste en annexe)
* Diffusion d’un questionnaire à destination des acteurs économiques privés & publics et analyse des résultats

# 2. Eléments de contexte

## a. Règlementations

### Règlementation européenne :

**2008 : directive-cadre sur les déchets** (directive n°2008/98/CE). Cette dernière établit des mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets, et par une réduction des incidences globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation.

La hiérarchie du traitement des déchets devient la suivante :

- la prévention

- la préparation en vue du réemploi

- le recyclage

- la valorisation matière

- la valorisation énergétique

- l’élimination

**2017 : Adoption du premier paquet Economie circulaire**. Il fixe des objectifs de réduction des déchets avec des échéances précises :

- objectif de recyclage de 65 % des déchets municipaux d’ici à 2030 ;

- objectif de recyclage de 75 % des déchets d’emballages d’ici à 2030 et des objectifs distincts pour les matériaux d’emballage spécifiques ;

- objectif de réduire la mise en décharge à tout au plus 10 % de l’ensemble des déchets d’ici à 2035 ;

- réduction de 50% des biodéchets d’ici 2030.

**Outre ces objectifs, les actions clés du paquet étaient les suivantes :**

- un financement de plus de 650 millions d’euros au titre du programme Horizon 2020 et de 5,5 milliards d’euros au titre des Fonds structurels ;

- des mesures pour réduire le gaspillage alimentaire afin de diminuer de moitié les déchets alimentaires d’ici 2030 ;

- l’élaboration de normes de qualité applicables aux matières premières secondaires ;

- des mesures prévues dans le plan de travail sur l’écoconception pour la période 2016-2019 ;

- une révision du règlement relatif aux engrais ;

- une stratégie sur les matières plastiques dans l’économie circulaire, abordant des questions telles que les déchets marins ;

- une série d’actions en matière de réutilisation de l’eau.

**2020 :  Adoption du Pacte vert** comprenant

* Une **stratégie « de la ferme à la fourchette »** : La stratégie fixe des objectifs concrets pour transformer le système alimentaire de l’UE :
* Réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides et des risques qui leur sont associés,
* Réduction d'au moins 20 % de l'utilisation de fertilisants,
* Réduction de 50 % des ventes d'antimicrobiens utilisés pour les élevages et l'aquaculture,
* Exploitation de 25 % des terres agricoles en agriculture biologique.
* Elle propose également des mesures ambitieuses pour faire en sorte que le choix d'une alimentation saine soit aussi le choix le plus simple pour les citoyens de l'UE, notamment en améliorant l'étiquetage afin de mieux répondre aux besoins d'information des consommateurs sur des aliments sains et durables[[1]](#footnote-1).
* Un **« plan d’action en faveur de l’économie circulaire »/second paquet Economie circulaire** : il présente de nouvelles initiatives à mettre en œuvre tout au long du cycle de vie des produits :
  + Les produits mis sur le marché de l’UE seront conçus pour durer plus longtemps, être plus faciles à réparer et à mettre à jour, à recycler et à réutiliser.
  + Favoriser les modèles de produits en tant que services : les entreprises resteront propriétaires et responsables des produits tout au long de leur cycle de vie.
  + La promotion de nouveaux modèles d’entreprise stimulera le tri, la réutilisation et le recyclage des textiles et permettra aux consommateurs de choisir des textiles durables. L’écoconception s’appliquera à une gamme plus large de produit s: les vêtements seront fabriqués pour durer plus longtemps.
  + Les produits à usage unique seront, dans la mesure du possible, progressivement supprimés et remplacés par des produits durables à usage multiple.
  + Lutter contre les microplastiques: limiter les microplastiques ajoutés intentionnellement, en accroissant la capture des microplastiques à tous les stades du cycle de vie des produits.
  + De nouvelles initiatives législatives sur la réutilisation visant à remplacer les emballages, les articles de table et les couverts à usage unique par des produits réutilisables dans les services de restauration, ainsi que des objectifs de réduction des déchets d’emballages seront proposés.
  + Des mesures seront mises en place pour la prévention et la réduction des déchets, l’augmentation de la teneur en matières recyclées et la réduction des exportations de déchets en dehors de l’UE. Un modèle de collecte sélective et d’étiquetage des produits sera lancé au niveau de l’Union[[2]](#footnote-2).

### Règlementation nationale :

2010 : **l’ordonnance du 17 décembre 2010 : adaptation au droit de l’Union européenne (UE) dans le domaine des déchets** transpose en droit français la directive-cadre sur les déchets de 2008. Elle précise ce qu’est un déchet, privilégie la prévention de la production de déchets, introduit une hiérarchie dans leurs modes de traitement, avec priorité à la réutilisation, au recyclage et à la valorisation.

2015 : le **décret du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des Déchets**

**Ménagers et Assimilés (DMA**) définit le contenu des programmes locaux de prévention des DMA mis en place par les collectivités territoriales responsables de la collecte et du traitement des déchets, ainsi que leurs modalités d'élaboration et de révision.

2015 : L’économie circulaire est l’une des mesures de la **loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte,** promulguée le 17 août 2015. Le titre IV de la loi (« Lutter contre les gaspillages et promouvoir l'économie circulaire : de la conception des produits à leur recyclage ») précise les objectifs suivants :

* Le découplage progressif entre la croissance économique et la consommation de matières premières.
* La réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés produits d’ici 2020.
* Le recyclage de 55 % des déchets non dangereux en 2020 et 65 % en 2025.
* La valorisation de 70 % des déchets du bâtiment et des travaux publics à l’horizon 2020.
* La réduction de 50 % à l’horizon 2025 des quantités de déchets mis en décharge.

2016 : La **loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire,** dite loi Garot du 11 février 2016 complète les dispositions de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte relatives au gaspillage alimentaire.

Ses deux mesures principales concernent les distributeurs de produits alimentaires. Cette loi prévoit :

* L’obligation pour les magasins alimentaires de plus de 400 m2 de proposerune convention de don à des associations pour la reprise de leurs invendus alimentaires encore consommables ;
* L’interdiction, pour les distributeurs alimentaires, de rendre impropres à la consommation des invendus encore consommables.

La loi introduit également une hiérarchie des actions à mener en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. Elle donne la priorité à la prévention, puis aux débouchés en alimentation humaine par le don ou la transformation. Viennent ensuite la valorisation en alimentation animale et énergétique. La destruction est envisagée en dernier recours. La loi entend aussi renforcer les actions d’éducation et de sensibilisation au gaspillage alimentaire et prévoit l'intégration des actions de lutte contre le gaspillage dans le reporting social et environnemental des entreprises.

2018 : **Loi « EGALIM » - Loi pour l’équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable** du 1 novembre 2018. Les principaux objectifs sont :

* Assurer le revenu des producteurs
* Améliorer les conditions sanitaires et environnementales de production
* Renforcer le bien-être animal
* Favoriser une alimentation saine, sûre et durable
* Réduire l’utilisation du plastique

La loi fixe également l’objectif chiffré de 50% de produits durables ou sous signes d'origine et de qualité (dont 20% de produits bio) dans la restauration collective publique à partir du 1er janvier 2022.

2020 : **La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** comportent 5 grands objectifs :

* Sortir du plastique jetable,
* Mieux informer les consommateurs,
* Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire,
* Agir contre l’obsolescence programmée,
* Mieux produire.

Elle introduit l’objectif de 100% de plastique recyclé d’ici à 2025 et la fin de la commercialisation d’emballages en plastique à usage unique d’ici à 2040.

Elle contient plus d’une centaine de mesures qui prévoient :

* de nouvelles obligations avec la création de nouvelles filières pollueur-payeur pour de nouvelles familles de produits dans (jouets, articles de sport, de bricolage, matériaux de construction, mégots, couches et lingettes, etc.) et l’exigence de transparence sur les impacts sanitaires et environnementaux des produits, sur la gestion des déchets ;
* de nouvelles interdictions notamment sur l’usage de plastiques à usage unique et pour lutter contre le gaspillage des produits invendus, alimentaires ou non ;
* de nouveaux outils pour mieux contrôler et sanctionner les délits contre l’environnement (pouvoirs des maires renforcés pour lutter contre les dépôts sauvages, etc.), pour soutenir les entreprises dans leurs démarches d’écoconception (avec des systèmes incitatifs de type bonus-malus) et accompagner les citoyens dans de nouvelles pratiques de consommation (indice de réparabilité, information sur les perturbateurs endocriniens, simplification du geste de tri, développement de la consigne ou de vrac).

En outre la loi confère à la Région une nouvelle compétence : la Région assure la coordination et l’animation des actions conduites par les différents acteurs en matière d’économie circulaire, notamment en matière d’écologie industrielle et territoriale. Elle définit également les orientations en matière de développement de l’économie circulaire, notamment en matière d’écologie industrielle et territoriale.

### Plans, stratégies et programmes nationaux :

* **Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020**. Elle comporte 3 piliers (Définir une vision à l’horizon 2020, axes 1 à 3 ; Transformer le modèle économique et social pour la croissance verte, axes 4 à 6 ; Favoriser l’appropriation de la transition écologique par tous, axes 7 à 9 ) et 9 axes :

Axe 1 - Développer des territoires durables et résilients

Axe 2 - S’engager dans l’économie circulaire et sobre en carbone

Axe 3 - Prévenir et réduire les inégalités environnementales, sociales et territoriales

Axe 4 - Inventer de nouveaux modèles économiques et financiers

Axe 5 - Accompagner la mutation écologique des activités économiques

Axe 6 - Orienter la production de connaissances, la recherche et l’innovation vers la transition écologique

Axe 7 - Éduquer, former et sensibiliser pour la transition écologique et le développement durable

Axe 8 - Mobiliser les acteurs à toutes les échelles

Axe 9 - Promouvoir le développement durable au niveau européen et international

* **Feuille de route Economie circulaire (2018).** Elle comporte 50 mesures autour de 4 grands enjeux : mieux produire, mieux consommer, mobiliser les acteurs, mieux gérer nos déchets. Les mesures visent à :
  + Allonger la durée de vie des produits & Trier plus et mieux les déchets - citoyens et consommateurs. Exemples : déployer l’affichage environnemental ; favoriser le développement de plateformes numériques cartographiant les services de réparation et de réemploi ; simplifier et harmoniser les règles de tri des déchets ; accélérer la collecte des emballages recyclables, bouteilles plastique et canettes.
  + Recycler et valoriser plus de déchets - collectivités locales. Exemples : faciliter le déploiement de la tarification incitative de la collecte des déchets ; simplifier les contraintes pour les autorités chargées de la police déchets.
  + Mieux produire et mieux gérer les déchets- entreprises. Exemples : Engager une concertation avec les acteurs concernés pour créer de nouvelles filières responsabilité élargie des producteurs dans le secteur des jouets, des articles de sport et de loisir et des articles de bricolage et de jardin ; mettre en place des bonus-malus sur l’écocontribution réellement incitatifs, pouvant excéder 10 % du prix de vente hors taxes des produits ; accompagner 2000 TPE et PME d’ici 2020 pour réduire leur consommation de ressources ; Revoir le fonctionnement de la gestion des déchets du bâtiment.
* **Programme national de l’Alimentation 2019-2023.** Il est le principal outil de la politique nationale de l’alimentation portée par le gouvernement pour 2019-2023 qui vise à « assurer à la population l’accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l’emploi, la protection de l’environnement et des paysages et contribuant à l’atténuation et à l’adaptation aux effets du changement climatique ». Le programme comporte :
  + Trois axes thématiques **:** la justice sociale, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l’éducation alimentaire ;
  + Deux axes transversaux : les projets alimentaires territoriaux et la restauration collective.
* **Programme « Ambition bio 2022 ».** Il vise à promouvoir des modes de production respectueux de l'environnement, à garantir des normes élevées de bien-être animal et à préserver la biodiversité.Il comporte 7 axes :
  + **Axe 1 : Développer la production pour atteindre les 15% de surface agricole française cultivée en bio à l’horizon de 2022**
  + **Axe 2 : Structurer les filières**
  + **Axe 3 : Développer la consommation et accompagner l’offre de produits biologiques pour tous les consommateurs, y compris pour les publics les plus démunis et les plus fragiles**
  + **Axe 4 : Renforcer la recherche**
  + **Axe 5 : Former les acteurs**
  + **Axe 6 : Adapter la réglementation**
  + **Axe 7 : Le bio dans les territoires d’Outre-Mer**
* **Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017-2020**. Il vise à réunir l’ensemble des parties prenantes, tout au long de la chaîne alimentaire, pour réduire de moitié le gaspillage alimentaire à l’horizon 2025. Il comprend 2 mesures transversales concernent l’ensemble des parties prenantes (n°1&2) et 14 mesures rassemblent les partenaires en fonction de leur champ d’action (n°3 à 14) :
* Mesure 1 : Participer aux travaux du Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire
* Mesure 2 : Collaborer avec les services de l’État et relayer les résultats des travaux menés conjointement
* Mesure 3 : Participer à la quantification du gaspillage alimentaire
* Mesure 4 : Promouvoir le don alimentaire
* Mesure 5 : Soutenir les dispositifs de collecte et de redistribution des dons alimentaires
* Mesure 6 : Accompagner les acteurs de la restauration collective d’un territoire donné dans des opérations de prévention du gaspillage alimentaire et de don alimentaire
* Mesure 7 : Développer des dispositifs de récupération, de transformation et de don des invendus sur les marchés alimentaires publics
* Mesure 8 : Favoriser l’essaimage du glanage et participer au développement des bonnes pratiques associées
* Mesure 9 : Favoriser l’émergence des pratiques innovantes en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire
* Mesure 10 : Favoriser l’émergence de nouveaux partenariats entre acteurs/secteurs de la chaîne alimentaire
* Mesure 11 : Mettre en œuvre des actions de prévention et/ou réduction du gaspillage alimentaire en interne
* Mesure 12 : Soutenir et participer à des actions de sensibilisation et d’éducation des acteurs au sein de son réseau d’influence
* Mesure 13 : Soutenir et participer à des actions de sensibilisation du grand public
* Mesure 14 : Soutenir la formation initiale des futurs professionnels de l’alimentation
* Mesure 15 : Soutenir la formation continue des futurs professionnels de l’alimentation
* Mesure 16 : Participer à la définition d’une position française en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire portée par l’État au sein des instances européennes et internationales
* **Programme national de prévention des déchets 2014-2020** : Il a pour ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets en prolongeant et en développant les actions de prévention menées précédemment. Il fixe comme objectif une diminution de 7 % de l’ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010 ; la stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques (DAE) d’ici à 2020 ; la stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP d’ici à 2020, avec un objectif de réduction plus précis à définir.

Le programme, qui couvre 55 actions de prévention, est articulé autour de 13 axes :

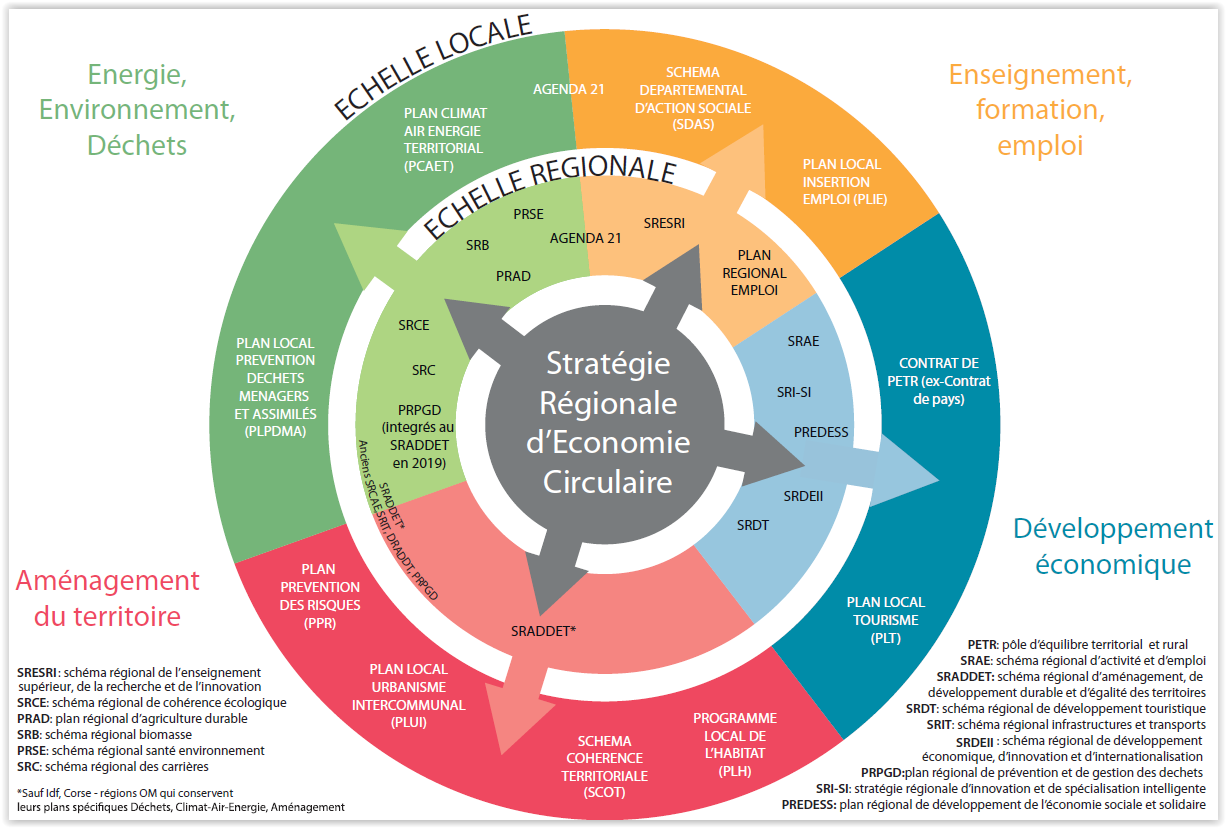
* Mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets ;
* Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l’obsolescence programmée ;
* Prévenir les déchets des entreprises ;
* Prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) ;
* Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation ;
* Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets ;
* Lutter contre le gaspillage alimentaire ;
* Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d’une consommation responsable ;
* Mobiliser des outils économiques incitatifs ;
* Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets ;
* Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l’action locales ;
* Promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets ;
* Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins.
* **Plan de programmation des ressources (2018).** Il permet d’identifier les potentiels de prévention de l’utilisation de matières premières, primaires et secondaires, afin d’utiliser plus efficacement les ressources, ainsi que les ressources stratégiques en volume ou en valeur et de dégager les actions nécessaires pour protéger l’économie française. Les actions identifiées se structurent autour de 7 axes essentiels :
  + Améliorer la connaissance et la diffuser :
  + Soutenir la recherche, le développement et l’innovation en matière d’économie circulaire
  + Élaborer une stratégie de gestion intégrée des sols pour s’assurer de la disponibilité des ressources naturelles nécessaires à la mobilisation de la biomasse, en qualité et en quantité
  + Veiller à l’alignement des politiques publiques pour la préservation des ressources naturelles
  + Décliner, par ressource, les critères permettant d’assurer une production soutenable
  + Sensibiliser les parties prenantes aux enjeux des ressources naturelles
  + S’appuyer sur la feuille de route de l’économie circulaire pour limiter les pressions sur les ressources primaires

### Dispositions régionales :

2017 : **Schéma régional de développement économique, d’innovation et d’internationalisation**. Le Schéma régional de développement économique d’innovation et d’internationalisation, prévoit le déploiement d’une politique d’accompagnement des entreprises aux transitions numérique, écologique, commerciale, managériale par la promotion et la diffusion des nouveaux modèles économiques : Responsabilité Sociétale des Entreprises, et économie circulaire. Par ce schéma, l’économie circulaire est au cœur du développement économique des territoires qui constitue avec l’appui aux filières stratégiques l’un des axes structurant de la politique économique régionale.

2019 : La **stratégie régionale en faveur de l’économie circulaire** et son plan d’actions, intégrée au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Elle comprend 8 axes :

* Mobiliser et favoriser l'émergence de projets d'économie circulaire
* Soutenir l’expérimentation et développer les projets d’économie circulaire
* Développer l’éco-conception
* Promouvoir les nouveaux modèles économiques : économie de la fonctionnalité, économie collaborative et approvisionnement durable
* Allonger la durée d’usage des produits, biens et services (lutter contre l’obsolescence programmée des produits manufacturés)
* Coopérer et créer des synergies pour optimiser l’utilisation des ressources
* Lutter contre les pertes et gaspillage alimentaire
* Développer l’utilisation de ressources issues du réemploi et la substitution par des ressources issues du recyclage
* Programme « zéro déchet plastique en stockage en 2030 »



2019 : La **Planification Régional en matière de Prévention et de Gestion des déchets** (PRPGD), intégrée au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Il reprend les objectifs de la loi TEPCV :

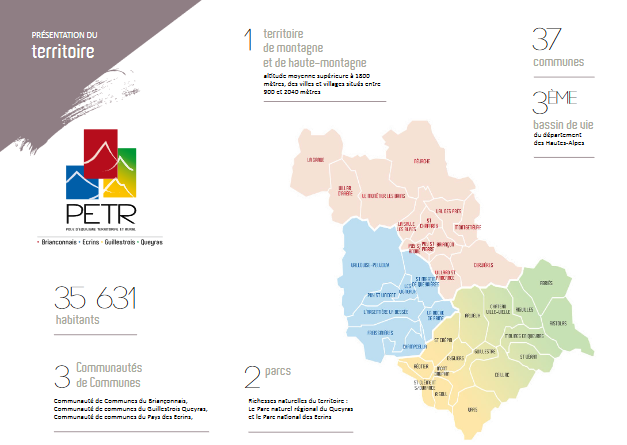
* Réduire de 10 % la production de l’ensemble des déchets non dangereux ménagers et d’activités économiques, dès 2025 par rapport à 2015. Cela représente un évitement de l’ordre de 600 000 tonnes en 2025 et 2031 ;
* Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l’objet de préparation à la réutilisation ;
* Valoriser 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025 ;
* Valoriser 70 % des déchets issus de chantiers du BTP d’ici 2020 ;
* Limiter en 2020 et 2025 les capacités de stockage ou d’incinération sans production d’énergie des déchets non dangereux non inertes (- 30 % en 2020, puis – 50 % en 2025 par rapport à 2010)

## b. Profil du territoire

### - L’organisation territoriale

#### LE PETR du Brianconnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras

Initialement créé sous forme associative en 2006, le Pays du Grand Briançonnais, des Ecrins au Queyras a évolué en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras suite aux dispositions prévues par la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et de l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM). Le 1er janvier 2016, l'association du Pays devient PETR par arrêté départemental. Il est composé de 3 communautés de communes (CC) (la CC du Briançonnais, la CC du Pays des Ecrins et la CC du Guillestrois Queyras) et de 36 communes.



*Présentation du territoire issue du Projet de territoire du PETR*

Le PETR coordonne les actions, les projets et les travaux menés à l’échelle du territoire en partenariat (ou par les maîtres d’ouvrage) avec les collectivités membres. Il sert également de relais et d’interlocuteur aux partenaires du contrat de Pays (Etat, Région, Département).

Il n’a pas de compétence propre. Il porte actuellement les missions suivantes :

* Mission LEADER
* Contrat de Transition Ecologique et Solidaire (CTES)
* Projet Alimentaire Territorial (PAT), coportage et coanimation en partenariat avec le Parc naturel régional du Queyras (PnrQ).
* Mission énergie : Contrat d’Economie d’Energie (CEE)
* Maison de la Justice et du Droit
* Politique contractuelle : Contrat de ruralité

Auparavant, le PETR a également eu les missions suivantes :

* Mission énergie : programme TEPCV et projet de PCAET
* Mission bois et Charte Forestière du Territoire (CFT)
* Mission Gestion Intégrée des Risques Naturels (GIRN)
* Politique contractuelle : Contrat Régional d'Equilibre des territoires (CRET)

Le PETR intervient dans le champ de l’économie circulaire via les documents cadre et programmes suivants :

Le projet de territoire :

Le développement de l’économie circulaire n’est pas un objectif directement affiché dans le projet de territoire 2016-2020. Cependant, plusieurs orientations stratégiques et mesures y concourent. C’est notamment le cas de l’orientation stratégique 1 « Préserver et utiliser nos ressources naturelles dans un objectif de développement durable » et plus particulièrement via les mesures :

- MESURE 1 : Mise en valeur et développement de la filière bois

- MESURE 2 : Confirmer la transition énergique et écologique du territoire

- MESURE 4 : Faire vivre l’agriculture, les savoir-faire et l’artisanat de montagne

Le Contrat de Transition Ecologique et Solidaire :

L’économie circulaire est une orientation transversale du CTES qui comprend 5 axes. A noter que le PETR est en charge des 3 premiers axes, les deux autres sont à la charge du département :

1. Faire du territoire un territoire exemplaire en matière d’autonomie alimentaire

2. Faire du territoire un territoire exemplaire en matière d’économie circulaire et de gestion de déchets

3. Faire du territoire un territoire exemplaire et d’innovation en matière de sobriété d’énergie, production et stockage d’énergies renouvelables

4. Promouvoir de nouvelles mobilités plus sobres en émissions de GES en milieu montagnard

5. Promouvoir la rénovation du bâti, des logements et du parc résidentiel de loisirs

Pour la mise en œuvre de l’axe 1 et 2, le PETR a signé un contrat d’objectifs sur 3 ans avec l’ADEME. Un.e chargé.e de mission « Economie circulaire » est en poste depuis mai 2019 avec pour mission le suivi des projets inscrits au CTES et la mise en place d’une animation territoriale visant à faire émerger de nouveaux projets et à sensibiliser élus, citoyens et acteurs socio-économiques à la transition écologique et plus spécifiquement à l’économie circulaire.

A ce jour, le PETR ne porte pas de projets mais est à l’initiative de plusieurs projets en cours, notamment le projet de boucle alimentaire. Il prévoit de réaliser une étude de préfiguration d’une démarche d’écologie industrielle et territoriale en 2021.

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial

La définition du projet de PCAET avait été confiée au PETR. La mission du PETR a pris fin suite à la finalisation du projet de PCAET en 2019. A ce jour, il a été adopté par la CCPE et la CCGQ. Il doit être soumis au vote à la CCB prochainement.

Les objectifs du projet de PCAET sont :

- Réduire de 20 % de la consommation d’énergie, soit 240 GWhs d’économies à l’horizon 2030

&

- Diminuer de 40 % les émissions de Gaz à Effet de Serre, soit 129 450 tonnes équivalent CO2 d’émissions évitées en 2030

&

- Atteindre 100 % d’autonomie énergétique en 2050, soit augmenter de 350 GWhs la production d’énergie renouvelable locale

&

- Rendre le territoire plus résilient face aux effets du changement climatique.

Le Projet Alimentaire Territorial

La démarche du PAT est co-portée par le PETR et le Parc Naturel Régional du Queyras depuis 2017. A ce jour, aucune demande de reconnaissance « Projet Alimentaire Territorial » n’a été déposée auprès du Ministère de l’Agriculture.

La mise en place du PAT vise à :

- Augmenter la production par un travail sur le foncier et la transmission/installation

- Valoriser les productions locales

- Poursuivre l'engagement dans l'agroécologie

- Progresser dans la connaissance des problématiques alimentaires et les réponses à apporter

- Progresser dans l'association des habitants et de la société civile

- Construire une gouvernance locale pérenne se nourrissant des projets

La Charte Forestière de Territoire

La définition de la CFT avait été confiée au PETR. Elle a été finalisée et adoptée en avril 2019. La mission « Bois » du PETR a pris fin à cette date.

Les axes de la CFT sont : (1) Encourager un esprit filière ; (2) créer de nouveaux produits pour valoriser les bois locaux ; (3) communiquer sur les qualités des bois locaux ; (4) développer une image “bien-être” autour de la forêt et du bois ; (5) autonomie territoriale pour la fourniture en bois-énergie ; (6) sécurisation de l’approvisionnement des entreprises de 2nde transformation ; (7) amélioration des conditions d’accès à la ressource.

#### Les EPCI :

Les EPCI du territoire exercent plusieurs compétences et portent divers projets entrant dans le champ de l’économie circulaire mais elles n’ont pas à ce jour de politique transversale définie en faveur de l’économie circulaire.

##### La communauté de communes du Briançonnais (CCB) :

Ses compétences entrant dans le champ de l’économie circulaire :

- Production, distribution d’énergie : Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

- Environnement et cadre de vie : Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

- Développement et aménagement économique : Actions de développement économique

- Aménagement de l’espace : SCOT, schéma de secteur, Création et réalisation de zone d'aménagement concertée, Organisation de la mobilité,

- Développement touristique : Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

- Autres : NTIC

La politique économique

Sa politique économique est orientée principalement autour de l’économie touristique qui a une part prépondérante dans l’économie du territoire. En s’appuyant sur l’économie touristique, la politique économique vise à diversifier l’économie via deux axes principaux que sont (1) le développement de la production d’énergie renouvelable et (2) le développement d’activités autour de l’*outdo*or et des activités de pleine nature par la mise en place d’une politique d’attractivité pour attirer les entreprises proposant des produits et des services à forte valeur ajoutée (artisans, centre de test, de recherche, etc.). Le SCOT de la CCB prévoit également la création de sept UTN et de 15000 lits. Le SCOT prescrit également le renforcement de la filière de la construction via la création de filière d’excellence.

La CCB fait partie du programme « Territoire d’Industrie Haute Durance » avec la communauté de communes de Serre-Ponçon qui reprend les axes de cette politique (cf. ci-dessous).

La CCB est dotée d’un espace d’accueil, d’accompagnement et d’hébergement pour les entreprises du Briançonnais dédié aux entrepreneurs du territoire dans leurs différents stades de développement, nommé Altipolis. Elle organise au sein de celui et de manière régulière des « Café création d’entreprises » en partenariat avec la CCI. En revanche, elle n’a pas à ce jour développé d’animation territoriale à destination des entreprises, y compris celles localisées sur les zones d’activités dont elle a la charge. A l’heure actuelle, son action dans les zones d’activités se limite à l’entretien de la voirie. Il n’y existe pas de règlement de lotissement et/ou de copropriété et la grande majorité des parcelles sont privées. Cependant, dans son SCOT, la CCB prévoit plusieurs actions en direction des zones d’activités, notamment :

* Etendre la zone d’activité de La Tour à Villar Saint Pancrace pour y réaliser une plateforme d'activités d'intérêt communautaire d'au moins 15 hectares d'ici 2030.
* Doter toutes les zones artisanales d'un projet paysager (Charte) et d'une certification environnementale concertée (HQE-Aménagement– Biodiversity…).
* Construire sur le Briançonnais un pôle d'artisanat productif pour en faire le premier levier de la diversification économique.

La politique agricole et sylvicole

Conventionnement sur 5 ans avec la CA et la SAFER en cours.

En matière de politique agricole : le SCOT a pour objectif de protéger les terres agricoles de l’urbanisation et de garantir le bon fonctionnement de l’exploitation. Aujourd’hui les espaces de cultures, situés dans les vallées sont menacées par le développement urbain. Le Briançonnais accompagne la mise en oeuvre de son SCoT en

élaborant un contrat d'objectifs agricoles avec ses partenaires institutionnels, avec un objectif de réinstallation de nouveaux agriculteurs. Favoriser le développement d’une approche intercommunale de l’agriculture et identifier les zones où établir des outils de protection de long terme des terres agricoles (comme les Zones Agricoles Protégées ou des Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels).

L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs est également une priorité : Les documents d'urbanisme doivent permettre d'assurer le renouvellement des générations en agriculture et la possibilité d'installer des jeunes agriculteurs en prévoyant les secteurs et les conditions adaptées à la construction de bâtiments agricoles.

En matière de politique sylvicole/filière bois : le SCoT doit promouvoir la multifonctionnalité de la forêt : Encourager la possibilité de la construction bois et/ou des revêtements bois et développer les projets locaux de valorisation du bois local (bois d’oeuvre et bois énergie) en tenant compte de la capacité de production des espaces forestiers du territoire.

La politique déchets

La CCB a mis en place la taxe d’enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Depuis juillet 2010, elle a également mis en place une redevance spéciale pour les gros producteurs de déchets assimilés, qui génèrent un coût de collecte et de traitement supérieur au montant de la TEOM.

La CCB ne dispose pas de PLPDMA à ce jour mais prévoit de le définir d’ici la fin de l’année 2020.

Elle a été labelisée « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspi » (TZDZG) de 2016 à 2019 et a participé à la mutualisation des programmes TZDZG avec les 3 collectivités voisines également labelisées. Les résultats des programmes TZDZG et du programme mutualisé sont présentés en Cf. partie déchet.

Programme « Territoire d’industrie : Haute Vallée de la Durance »

La CCB porte le programme « Territoire d’industrie : Haute Vallée de la Durance » avec la Communauté de communes de Serre-Ponçon (située hors PETR). Via ce dispositif, l’État et des opérateurs nationaux (La Banque des Territoires, Bpifrance, Business France, Pôle emploi...) proposent au « Territoire d’industrie » un engagement spécifique pour accompagner les projets. Les deux axes du programme « Haute Vallée de la Durance » sont (1) l’industrie touristique, et son adaptation au changement climatique ; (2) l’énergie. Un des objectifs principaux est la sanctuarisation de terrains pour le développement économique afin de permettre aux entreprises de s’installer grâce à des prix plus faibles sur le foncier économique.

Le Schéma de Cohérence Territoriale

La CCB a adopté un SCOT en juillet 2018. Il comporte 4 grands axes.

1. Renforcer l’économie diversifiée du Briançonnais : tourisme, santé, commerces, artisanat et agriculture

1.1. La compétitivité économique

1.2. La complémentarité économique à multi-échelles et multi-saisons

1.3. Binôme gagnant : une agriculture de proximité et ressource forestière exploitée

2. Réunir le briançonnais autour de ses complémentarités

2.1. La solidarité territoriale, clé de l’équilibre

2.2. L’engagement de l’accès au logement

2.3. Accès à la formation, la culture et l’épanouissement personnel

2.4. Se déplacer plus facilement

3. L’excellence environnementale comme ambition de développement

3.1. Une nature attractive à préserver, un cadre de vie à valoriser

3.2. Le Briançonnais, un territoire d’excellence environnementale

4. Projet 2015-2030 : changer d’échelle dans l’action intercommunale



Le SCOT de la CCB est labelisé AEU² (Approche environnementale de l’urbanisme). En ce sens, l’ensemble des choix retenus au sein du SCOT garantie une amélioration de la situation vis-à-vis de critères environnementaux, ou a minima des impacts limités.

Au regard de l’économie circulaire, le SCOT répond à plusieurs piliers, notamment :

1er pilier – Extraction - exploitation et achats durables - Approvisionnement durable : La préservation des ressources est prise en compte par :

* La limitation de la consommation foncière et une consommation foncière maitrisée (préférence au développement des dents creuses, réhabilitation de friches, réhabilitation des lits froids, limitation du développement des résidences secondaires, protection du foncier agricole). Le SCOT prévoit une consommation foncière de 106 hectares sur 15 ans sur 46 sites identifiés - dont 48 hectares pour l’habitat, 37 pour l’hébergement touristique (production de 16 000 lits) et 21 pour le foncier à vocation économique (création de 1000 emplois), soit une augmentation de 5,7%.
* L’absence de nouvelles extractions en roche massive et l’encadrement de l’activité d’extraction de matériaux
* Le développement des énergies renouvelables locales (bois-énergie, solaire, hydroélectricité) et notamment sur les toits des bâtiments en zones d’activités
* La recherche de la sobriété énergétique par le renouvellement des équipements, la rénovation énergétique, l’imposition des performances énergétiques renforcées, etc.
* Le développement d’un réseau de transport (objectif d’une part modale des transports en commun de 10% en 2025, et de 15% en 2030 contre 2% lors du diagnostic) et de la mobilité douce, la création d’une plateforme multimodale, de parkings-relais, etc.
* La relance de la sylviculture dans le respect de la ressource
* La protection de la ressource en eau par la sobriété de la consommation, l’imposition de l’utilisation de l’eau pluviale dans les projets urbains, la création de dispositif d'assainissement éco-performant, la limitation de l’imperméabilisation, la préservation des canaux d’irrigation, etc.
* La construction d’une politique agro-alimentaire Communautaire pour garantir un marché agricole protégé aux exploitations du Briançonnais en direction de l'alimentation locale et publique

3ème pilier – Ecologie industrielle et territoriale (EIT) : le développement de l’EIT pourra être facilité par :

* Le projet d’extension de la zone d’activité de La Tour
* La création d’un pôle d’artisanat productif
* L’objectif de doter toutes les zones artisanales d'un projet paysager (Charte) et d'une certification environnementale concertée.
* Le développement de filière d’excellence dans le domaine de la construction
* La promotion d’un tourisme plus durable

5ème pilier – Allongement de la durée d’usage :

* Convention avec la ressourcerie la Miraille (non inscrit au SCOT)

6ème pilier – Consommation responsable :

* Continuer à labéliser et promouvoir les filières locales agricoles du Briançonnais,

7ème pilier – Recyclage et valorisation : Le recyclage et la valorisation seront favorisés par :

* Le renforcement des dispositifs de tri sélectif et de collecte sélective des déchets ménagers et assimilés ;
* L’imposition de créer pour chaque projet structurant une unité de valorisation locale du tri (déchets verts, compost...)
* Le développement des filières de collecte et de traitement des déchets adaptées aux particularités des petites entreprises du commerce et de l’artisanat et aux structures de santé.

##### Communautés de communes du Pays des Ecrins :

Ses compétences entrant dans le champ de l’économie circulaire :

- Environnement et cadre de vie : Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

- Développement et aménagement économique : Actions de développement économique

- Aménagement de l’espace : SCOT, schéma de secteur, Constitution de réserves foncières, Organisation des transports non urbains

- Développement touristique : Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

- Infrastructures : Abattoirs, abattoirs-marchés et marchés d'intérêt national, halles, foires

La politique économique

La politique économique comprend 4 axes :

1. Des parcs et zones d’activités réhabilités et développés : Gestion des 4 zones d’activités existantes, commercialisation des parcelles du nouvel parc du Villaret (Saint Martin de Queyrières), réhabilitation et extension de la zone du Planet (La Roche de Rame), étude du projet du site de Poutasse Bas Beauregard.
2. L’immobilier d’entreprises : Animation de l’hôtel/pépinières d’entreprises, veille foncière sur les 8 communes, location de foncier ou de locaux d’activités auprès des socioprofessionnels.
3. La politique locale du commerce et de soutien aux activités d’intérêt communautaire : soutien financier dans le cadre de dispositifs contractuels, accompagnement technique des communes (étude de programmation, etc.)
4. L’aide au développement économique : animation d’un service public d’accompagnement à la création et au développement des entreprises, animations thématiques, soutien financier à la Plateforme Initiatives Nord Hautes-Alpes, participation à la promotion économique du territoire en partenariat avec l’Agende de développement économique et touristique des Hautes Alpes.

Au printemps 2020, la CCPE a signé une convention avec la Région dans le cadre du SRDEII. Celle-ci prévoit notamment que la Région et la CCPE puissent intervenir complémentairement dans le domaine de l’économie circulaire et des nouveaux modèles économiques.

Le Schéma de Cohérence Territorial

Le SCOT est en cours de finalisation, les documents ne sont pas encore disponibles.

La politique déchets

La CCPE a délégué la compétence « traitement des déchets » au SMITOMGA. Elle a mis en place une TEOM et une redevance spéciale des entreprises au forfait en fonction de la catégorie de leurs activités professionnelles. En déchèterie, les entreprises payent en fonction du tonnage et du type de matière qu’elles jettent.

PLPDMA > cf. Smitomga

##### Communautés de communes du Guillestrois Queyras

Ses compétences entrant dans le champ de l’économie circulaire :

- Production, distribution d’énergie : Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz

- Environnement et cadre de vie : Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

- Développement et aménagement économique : Actions de développement économique

- Aménagement de l’espace : Schéma de secteur, Création et réalisation de zone d'aménagement concertée, Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme

- Développement touristique : Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

- Infrastructures : Abattoirs, abattoirs-marchés et marchés d'intérêt national, halles, foires

- Autres : NTIC

La politique économique

Suite à la fusion de la communauté de communes de l’escarton du Queyras et la communauté de communes du Guillestrois en cours de mandature au 1 janvier 2017, la politique économique de la nouvelle communauté de communes du Guillestrois et du Queyras n’a pas fait l’objet d’un document de cadrage. Par ailleurs, elle ne mène pas actuellement de politique d’accompagnement et d’animation des entreprises.

A l’occasion du renouvellement des instances communautaires, la CCGQ démarre un travail de diagnostic dans le but de dégager des axes de travail avec pour objectif d’améliorer l’attractivité du territoire.

Le Schéma de Cohérence Territoriale

SCOT.

La politique déchet

La CCGQ a délégué la compétence « traitement des déchets » au SMITOMGA. Elle a mis en place une REOM et une redevance spéciale des entreprises, toutes deux ont une partie incitative au forfait. En déchèterie, les entreprises payent en fonction du tonnage et du type de matière qu’elles jettent.

Projet européen

La CCGQ est chef de file du PITER (Plan Intégré Territorial) européen ALCOTRA – Terres Mont-Viso dans lequel s’inscrivent plusieurs actions en lien avec l’économie circulaire :

* La création d’un réseau d’éco-acteurs de la Réserve de Biosphère du Mont-Viso (dont le territoire est quasiment identique à celui du PETR) regroupant des acteurs volontaires du territoire qui prennent des engagements concrets de développement durable. Cette action est mise en œuvre par le Parc naturel régional du Queyras. A ce jour, il y a 14 éco-acteurs côté français de la Réserve de Biosphère.
* La structuration d’un parcours de formation et d’accompagnement pour les entreprises intéressées par un verdissement de leur activité. Cette action est mise en œuvre par la CCGQ. Dans ce cadre, sont notamment organisés les petits-déjeuners « entreprendre la transition ». L’un d’entre eux a été spécifiquement consacré à l’économie circulaire.

##### Le SMITOMGA – Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères du Guillestrois et de l’Argentièrois :

Le SMITOMGA a trois missions :

* Le traitement des déchets OMR (compétence déléguée par la CCGQ et la CCPE)
* La valorisation des biodéchets et le compostage
* La prévention

Le SMITOMGA a adopté un PLPDMA comportant 3 axes principaux : l’axe biodéchets ; l’axe économie circulaire et l’axe services courants (broyeur, éco-manifestation, gobelets...).

En 2019, le SMITOMGA a adopté une stratégie Economie circulaire comprenant un programme d’action via une entrée « déchet ». Il a été retenu dans le cadre de l’AAP « Territoire économie circulaire ». Une chargée de mission « Economie circulaire est en poste depuis septembre 2019 pour 3 ans. Ses deux missions principales sont le développement de l’éco-exemplarité des institutions (via la réduction des déchets, le réemploi, l’évolution des politiques d’achats) et le développement de l’éco-exemplarité des entreprises. Le programme d’action prévoit par ailleurs des actions de sensibilisation (grand public, scolaire, acteurs économiques), la promotion du réemploi et de la réutilisation, la réalisation d’une étude de faisabilité pour le déploiement d’un système de consigne et de contenants réutilisables.

### - Le territoire et sa structuration économique

Le territoire du PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras est un territoire de haute et de moyenne montagne faiblement peuplé, urbanisé et industrialisé, situé en région Provence-Alpes-Côte d’Azur, frontalier avec l’Italie ainsi qu’avec la Région Auvergne Rhône-Alpes et d’une superficie de 2 138 km2.

Le territoire est reconnu pour ses ressources naturelles très riches (habitats, biodiversité, eau, ensoleillement, etc.) et un patrimoine remarquable (patrimoine bâti, site Vauban classé à l’UNESCO, etc.). Le Parc naturel régional du Queyras est intégralement situé dans ses frontières, alors qu’une partie du territoire du PETR fait partie du Parc National des Ecrins.

Malgré un enclavement dû au relief et à sa géographie, le PETR est au carrefour de trois grands bassins économiques que sont Turin (110km), Grenoble (120km) et Marseille (270km). Il est traversé par un axe de communication majeur longeant la vallée de la Durance : la route nationale 94 et la voie ferrée reliant Gap à Briançon. Trois gares ferroviaires desservent le territoire, situées sur les communes de Briançon, l’Argentière-La-Bessée (L’Argentière-Les Ecrins) et Eygliers (Mont Dauphin-Guillestre). La ligne est utilisée pour le transport de voyageurs uniquement (TER à destination de Marseille et de Valence et train de nuit Paris-Briançon). Il n’existe plus de transport de marchandises.

Le territoire est parcouru par le réseau de bus régional Zou avec plusieurs lignes régulières et saisonnières auxquelles s’ajoutent des navettes privées et communales en saison (principalement vers les stations). Seule la ville de Briançon dispose d’un réseau de bus de 3 lignes et de transport à la demande. L’extension du réseau à l’ensemble de la communauté de communes est prévue par le SCOT. Il y a un aérodrome sur le territoire, situé sur la commune de Saint-Crépin. Il est utilisé uniquement pour la pratique d’activités de loisirs et de tourisme (aviation légère) ainsi que pour les travaux aériens. Il n’y a pas d’activités de transports de voyageurs ou de marchandises.

Le territoire compte 36706 habitants en 2019, soit une densité de population de 17 habitants au km². La ville de Briançon (sous-préfecture et deuxième ville du département) en accueille près du tiers à elle seule (11 625 habitants). Pendant les saisons touristiques hivernales et estivales, la population peut être multipliée par 5, soit 170 000 habitants.

On dénombre 16452 emplois et 5080 entreprises sur le territoire (données INSEE 2016).

Le commerce, le transport et les services divers ainsi que l’administration publique, l’enseignement, la santé et l’action sociale sont les deux secteurs principaux en termes d’emploi. Ils comptabilisent à eux seuls près de 85 % des emplois du territoire. En termes de catégorie socioprofessionnelles, la majorité des emplois sont des employés, des professions intermédiaires et des ouvriers. Viennent ensuite les artisans, commerçants et chefs d’entreprises et les cadres et professions intellectuelles supérieures. Les agriculteurs exploitants ne comptent que pour 1,5% des emplois.





AZ : Agriculture, sylviculture et pêche - 1,76%

BE : Industrie manufacturière, industries extractives et autres – 4,18%

FZ : Construction – 9,05%

GU : Commerce, transports et services divers – 48,68%

OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale – 36,31%

Les services aux particulier et le commerce de gros et de détail, le transport, l’hébergement et la restauration sont les deux secteurs d’activité comptabilisant le plus grand nombre d’entreprises. Ils comptabilisent à eux seuls près de 68 % des entreprises du territoire. A l’inverse l’industrie manufacturière et les industries extractives ne compte que pour 5,3% des entreprises.



BE : Industrie manufacturière, industries extractives et autres

FZ : Construction

GI : Commerce de gros et de détail, transport, hébergement et restauration

JN : Services aux entreprises

PS : Services aux particuliers

La grande majorité des établissement n’a aucun salarié (78%) ou emploie de 1 à 9 salariés (19%). La part des établissements ayant plus de 10 salariés est inférieur à 4%.

Les filières du territoires

Le territoire était traditionnellement tourné vers l’élevage et le pastoralisme, mais ce secteur est aujourd’hui en déclin. L’économie du territoire est maintenant principalement portée par le secteur touristique. Le territoire est quasiment en situation de mono-filière. Les secteurs de la construction, du commerce et des services sont portés par la demande liée à l’activité touristique. La majorité des activités est impactée par la saisonnalité qui est très marquée. Le secteur productif est très peu développé.

**Tourisme** : 1er secteur économique du territoire dont dépend 80% de l’économie. Le secteur représente 33% de l’emploi total qui est marqué par la forte saisonnalité (chômage de courte durée, bon taux de retour à l’emploi, contrats précaires). On dénombre 16 stations de ski alors que les résidences secondaires compte pour 64% des logements. Stations de ski, remontées mécaniques, hôtellerie, restaurations, activités sportives, artisanat.

**Agriculture :**  300 exploitations avec SAU moyenne de 274 hectares . Bovin (forte baisse), ovin, caprin, – Transformation 3 fromageries, un abattoir – Distribution : 4 AMAP, 2 groupements d’achats, une plateforme Echanges paysans.

**Construction/bâtiment et travaux publics :** Un nombre important d’entreprises, dont les plus importantes du département.

**Bois[[3]](#footnote-3)** :

La filière bois est une filière importante du territoire du fait de l’importance de la ressource (78 650 hectares soit un taux de boisement du territoire de 35%) et de son potentiel de développement. Elle est composée de trois sous-filières que sont le bois d’œuvre, le bois d’artisanat et le bois-énergie. Cependant, son développement est freiné par les difficultés d’accès à la ressource (morcellement foncier, desserte vétuste, forte pente) générant de nombreux invendus et un prix d’environ 15% supérieur au bois importé.

Le secteur représente 151 entreprises dont 13 exploitants forestiers, 13 entreprises de première transformation, 121 entreprises de seconde transformation et 4 entreprises de mise en œuvre.

La part de l’approvisionnement en bois local varie selon les sous-filières. Elle est faible pour le bois d’artisanat. Elle est de 50% pour le bois d’œuvre (seconde transformation). Enfin, elle est de 90% pour le bois énergie (NB : ce chiffre a été calculé avant la mise en service de la chaufferie de Briançon dont les prévisions de consommation sont supérieures à la ressource mobilisable sur le territoire).

**Industrie** : Le territoire compte très peu d’établissements à caractère industriel.

On dénombre 6 carrières et activités d’extraction en activité sur le territoire : trois carrières de roche massive et trois gravières/sablières

CCB :

* Une carrière de roche massive Carrière des éboulis du Claps du Lasseron à Cervières.
* Une gravière ou sablière : Carrière du Pré Rif (Villars Saint Pancrace)

CCPE :

* Une gravière ou sablière : Carrière du Planet (La Roche De Rame)

CCGQ :

* Deux carrières de roche massive: Carrière des Combes – marbre rose de Guillestre et Carrière de Barrachin les Balmes (Saint Crépin)
* Une gravière/sablières : Carrière du Merdanel - Charles Queyras TP/Vinci/Société Guérin/Matériaux de Haute Durance

**Artisanat :** Présence importante d’artisans exercant des activités diversifiées rendue possible par l’activité touristique. Très petite structure. Faiblesse.

**Commerce :** Ladynamique commerciale est relativement forte dans les villes-centres et en station pendant la saison hivernale et estivale. A l’inverse, plusieurs villages n’ont plus du tout de commerces ou de commerces ouvert à l’année.

**Energie** : bois énergie, biomasse, hydraulique, solaire. les réseaux de chaleur, les chaufferies centrales

EDSB, SEM SEVE, Ener’guil

Les zones d’activités

ZI du Planet à la Roche de Rame : Extruflex, Lelièvre recyclage (métaux, le plastique, le fer, les batteries, automobiles), TREPPENMEISTER Escalier, EFC Carrière (vente), CGA Charpente, Briançon Béton & Société des agrégats briançonnais, Durance Autocars. Chalet Bayrou

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nom** | **Communes** | **Type** | **Filière** | **Taille en hectare** | **Nombre entreprises** |
| Communauté de communes du Briançonnais | ZA Pont La Lame | Puy Saint André | Artisanat et industrie | Dominante construction | 10.9 | NC |
| ZA de la Tour | Villard Saint Pancrace | Mixte | Dominante construction | ? | NC |
| ZA Sud | Briançon | Mixte - dominante commerce | Dominante  Commerce de détail | 35.7 | NC |
| ZA du Monêtier | Le Monêtier-les-bains | Mixte | Dominante construction | 2.9 | NC |
| ZA la Gérarde | Saint Chaffrey | Mixte | Dominante construction | 1.4 | NC |
| ZA du Pilon | Val des Prés |  |  | 3.7 | NC |
| ZA Champ du Pin | Montgenèvre |  |  | 2.5 | NC |
| Communauté de communes du Pays des Ecrins | ZA Le Pré du Faure | Saint Martin de Queyrières | Mixte | Dominante construction | 5 | 11 |
| PA Le Villaret | Saint Martin de Queyrières | Mixte | Filière bois | ? | 7 (capacité 10) |
| ZA Le Planet | La Roche de Rame | Mixte – dominante industrie | Mixte | 19 | 11 |
| ZA Les Sablonnières | L’Argentière la Bessée | Mixte | Dominante Construction | 13 | 46 |
| ZA les Clots | Vallouise | Artisanat et industrie | Dominante construction | 2 | 6 |
| Commuauté de communes du Guillestrois et du Queyras | ZA du Guillermin | Saint Crépin | Mixte | Dominante construction | 6 | NC |
| ZA du Villard | Guillestre | Mixte | Dominante construction | 17 | NC |
| ZA La Viste | Ceillac | Artisanat et industrie | Dominante  construction | 4 | NC |
| ZA de Jassaygues | Ristolas |  |  | 1 | NC |

On comptabilise 16 zones d’activités reconnues et gérées par les EPCI du territoire. La majorité d’entre elles cumulent des activités artisanales, industrielles et commerciales. La filière dominante est la filière construction/BTP. La plupart des zones cumulent des activités de nature différente. Il existe une seule zone spécialisée. Il s’agit du Parc d’activités Le Villaret à Saint Martin de Queyrières, spécialisé filière bois. C’est également la seule zone qui possède un règlement de lotissement. De même, il existe un seul club d’entreprises sur le territoire, il concerne la zone d’activités Sud de Briançon (Espace sud - Le club des entreprises du centre commercial Sud Briançon).

Un projet d’extension est en cours (zone de la Tour à Villard Saint Pancrace) ainsi que deux projets de réaménagement (zone Le Planet à La Roche de Rame et zone Les Sablonnières à L’Argentière La Bessée).

A ce jour, il n’existe pas d’animations spécifiques ou d’accompagnement des entreprises et des zones d’activités de la part des communautés de communes (les « cafés création » de la CCB sont interrompus actuellement). La CCPE a pour projet l’organisation de « Petit-déjeuner de zone d’activités » afin de favoriser l’interconnaissance et la création de partenariat.

Par ailleurs, il y a beaucoup d’activités en dehors des zones et il existe de nombreux regroupements spontanés d’entreprises, non reconnus en zone d’activités. On en dénombre 11 sur l’application SUD Foncier Eco développée par la Région.

Le territoire compte deux pépinières et hôtels d’entreprises comprenant services et équipements partagés : Altipolis à Briançon et Lucéo à la Roche de Rame.

En outre, les stations de ski peuvent être considérées comme des sites à caractère économique de premier plan car elles représentent de véritables centres de production de biens et de services. Elles regroupent de nombreuses activités économiques : remontées mécaniques, hébergement commercial, transports, commerces, établissements culturels et de loisirs, banques… Les 16 stations du territoire représentent une part importante de la richesse produite sur le territoire mais elles ne fonctionnent qu’une partie de l’année.

## C. Acteurs institutionnels - Dispositifs – Outils – Réseaux

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

[**http://www.aides-publiques-entreprises.eco-circulaire.fr**](http://www.aides-publiques-entreprises.eco-circulaire.fr)**: n’est plus mis à jour**

Région PACA :

La Région PACA a bénéficié d’un CODREC (Contrat d’objectif pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire) financé par l’ADEME sur la période avril 2017-avril 2020. Il s’agissait d’un dispositif de soutien financier et méthodologique pour accompagner sur 3 ans la montée en puissance du Conseil Régional sur la prévention et la gestion des déchets et d’intégrer plus efficacement l’éco­nomie circulaire dans la stratégie régio­nale. Un des axes de ce contrat concernait l’élaboration de la feuille de route économie circulaire du Conseil régional.

Dans le cadre de ce contrat, une convention pour le déploiement partenarial de l’économie circulaire – impliquant la Région, l’Etat, l’ADEME, la Chambre de commerce et d’industrie de région, la Chambre de métiers et d’artisanat régionale et la Banque des territoires – a été votée le 18 octobre 2019 et une dynamique régionale a été impulsée dans le cadre du lancement de la Plateforme Régionale de l’Economie Circulaire (PRECI). Une plateforme numérique devrait voir le jour début 2021.

Au sein du Conseil régional, plusieurs services traitent un ou plusieurs volets d’économie circulaire. Les deux services les plus impliqués sont le service Economie circulaire et proximité, rattaché à la Direction du Développement et du Financement des Entreprises (entrée économique) et le service Economie circulaire et déchets, rattaché à la Direction de la Biodiversité et de la Mer (entrée environnement).

Le service Economie circulaire et proximité cible prioritairement les entreprises, les structures d’accompagnement au développement de celles-ci (CMA, CCI, CRESS, etc.) ou les EPCI qui ont la compétence développement économique. Il intervient principalement dans le champ de l’écologie industrielle et territoriale, l’économie de la fonctionnalité et collaborative et la responsabilité sociétale des entreprises via plusieurs outils (cadre d’intervention, accompagnement, outils d’ingénierie financière, subvention, AAP, etc.) pour le développement des entreprises, leur structuration, l’évolution des modèles économiques.

* AAP CEDRE : Contrat pour l’Emploi et le Développement Responsable des Entreprises. Parcours performant et responsable
* Entreprise lauréate connue sur le territoire du PETR : SARL Stabilisation Protection, Eygliers (entreprise de travaux spécialisée dans les travaux spéciaux et les travaux d’accès difficile)
* AAP Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT)
* Le dépôt d’une candidature sur le volet 1

« Accompagnement des projets en phase d’émergence » a été annulé au bureau de février

* AAP Parcours transition écologique des entreprises (Etape 1 : Mes premiers pas dans la transition écologique Etape : 2 La transition écologique levier de développement de - Etape 3 : La transition écologique au cœur de la transformation de mon entreprise vers un modèle d’économie circulaire).
* La CCI05 prévoit de répondre à cet AAP

Le service Economie circulaire et déchets cible davantage le grand public et les collectivités et est plus axé vers les projets. Il vise le soutien aux projets permettant de favoriser la réduction à la source ou le recyclage des déchets pour qu’ils deviennent une nouvelle ressource. Il dispose de plusieurs outils (cadre d’intervention, accompagnement, outils d’ingénierie financière, subvention, AAP, etc.

* L'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire (ORD&EC) a pour principale mission d'assurer et d'améliorer la connaissance de la gestion des déchets à l'échelle régionale et de diffuser annuellement les résultats de ses travaux, notamment via le tableau de bord des déchets en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et des fiches de synthèse
* AAP :
* FILIDECHET « ECONOMISER LES RESSOURCES ET DEVELOPPER LES FILIERES LOCALES DE VALORISATION DES DECHETS »
* PROVALOTRI
* Life smart waste

**ADEME – Agence de la transition écologique** :

L’ADEME dispense un accompagnement technique et financier (AAP et subventions) et propose plusieurs outils et réseaux pour les acteurs publics et privés.

Réseaux et outils :

SINOE/SYNAPSE

* Plateforme « Optigede » : Destinée aux collectivités et aux entreprises, OPTIGEDE est une plateforme d'échanges et de diffusion d'outils et retours d'expérience sur l'économie circulaire et les déchets.
* Réseau A3P : Le réseau A3P est un réseau à portée nationale, piloté par l’ADEME, qui regroupe près de 400 territoires, engagés dans des plans d'action en faveur de l'économie circulaire
* Espace collaboratif « Alimentation durable en Provence Alpes Côte d’Azur » : centraliser et mettre à disposition les ressources, faire connaître les acteurs, mettre en lien, créer des coopérations et des partenariats.
* Espace collaboratif « REGAL'IM de Provence-Alpes-Côte d’Azur » : doit permettre à l’ensemble des acteurs de la filière de l’alimentation (producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs) impliqués dans la lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires de construire des projets ambitieux et collaboratifs à fort impact territorial.
* Label Cit’ergie : programme de management et de labellisation qui récompense les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat­-air-énergie ambitieuse
* Label Economie circulaire : programme d’accompagnement et de reconnaissance des politiques territoriales en faveur d’une économie circulaire comme un outil de territorialisation de la Feuille de Route Economie Circulaire à destination des collectivités

Sur le territoire du PETR, l’ADEME finance actuellement deux contrats d’objectifs. Un avec le PETR (pour la mise en œuvre des axes 1 et 2 du CTES) et un avec le SMITOMGA (AAP « territoire économie circulaire »).

**ARBE – Agence Régionale pour la Biodiversité et l’Environnement :**

L’ARBE traite l’économie circulaire via plusieurs approches : via une mission sur les parcs d’activités durables, via une mission sur les déchets plastiques et via une mission sur l’alimentation durable. Elle dispense un accompagnement technique aux collectivités : aide à la définition de stratégie, de politiques, de programme d’actions, partage d’expériences, etc.

Actuellement, l’ARBE accompagne la CCPE via sa mission sur les parcs d’activités durables. Les zones concernées sont la zone du Planet et la zone du Villaret – filière bois. Cette dernière a été reconnue « Parc engagé » en 2018 dans le cadre du label « Parc + ». En 2017, la ZA de Pont La Lame (CC du Briançonnais) était engagée dans le Parcours Performance Durable.

L’ARBE est en charge de l’animation de la Charte Régional « Zéro Déchet Plastique ». Elle a pour objectif d’accompagner et de valoriser les porteurs de projets dans leurs actions : sensibiliser à la prévention des déchets plastiques ; prévenir et utiliser modérément les matières plastiques ; gérer et valoriser les déchets plastiques. En avril 2020, on dénombre 7 signataires de la charte du le territoire : les communes de Montgenèvre, Saint-Véran et Vars, la communauté de communes du Guillestrois Queyras, le SMITOMGA, l’association LPO Hautes-Alpes et l’entreprise Extruflex.

L’ARBE est également en charge de l’animation du label « Territoire durable -  Une Cop d’avance » qui a pour objectif d’accompagner et de valoriser les collectivités dans leur démarche de transition écologique. Ce label permet aux collectivités de décliner au niveau local les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 et les ambitions du Plan Climat régional. Le PETR a été labelisé au niveau 3 sur la période 2018-2019.

**DDT 05 - Unité Interdépartementale Conseil aux Territoires des Alpes du Sud :**

La DDT propose un service de conseils aux territoires via son chargé de mission « appui et accompagnement des territoires - mobilité et économie circulaire ». Ses axes d’intervention sont principalement l’écologie industrielle et territoriale et l’éco-conception.

**Chambre des métiers et de l’artisanat régionale :**

La CMAR dispose de 4 conseillers environnement dont un localisé sur les départements 04 et 05, expert en économie circulaire. Elle a développé plusieurs dispositifs et outils en lien avec l’économie circulaire :

* L’outil « Diag Eco-flux » (ex « TPE-PME gagnantes à tous les coûts ») en partenariat avec la CCI: L’accompagnement est une prestation de conseil qui s’adresse aux industries et artisanat de transformation, aux commerces de produits périssables et à la restauration. Son objectif est de détecter des opportunités d’économies grâce à des actions simples sur les flux matières, énergies, déchets et eau. Le financement se fait sur les économies réalisées. Si elles ne sont pas significatives, l’entreprise n’a rien à débourser. Les entreprises cibles sont les entreprises ayant entre 10 et 25 salariés. Le programme totalise 250 préconisations.
* Il y a deux diagnostics en cours de réalisation par la CMAR sur le territoire : l’imprimerie Doc’innov à Briançon et la boulangerie Au bon vieux levain à Briançon. En projet aux Editions du Fournel à l’Argentière.
* Les « éco-défis des commerçants et des artisans » : L’opération consiste à valoriser les actions menées par les entreprises locales en matière d’environnement, énergie, transport, déchets, éco-produits, gestion de l’eau, emballages, responsabilité sociétale. Elles doivent choisir au minimum 4 défis minimum parmi les 36 proposés. Déployée dans plusieurs régions, l’opération repose sur une marque nationale, une méthodologie, une charte graphique, une liste de défis et des animations. Cette opération est menée localement avec des collectivités (communes, EPCI, PETR) qui s’engagent. Elle permet d’impliquer un grand nombre d’entreprises avec des actions simples, précises et bénéfiques à tous. Le coût du dispositif est de 5 000€ pour la collectivité et est gratuit pour les entreprises. L’animation est réalisée par les chargés de mission de la CMAR et de la CCI.
* L’opération a été présentée à la CC du Briançonnais en 2019 mais aucune suite n’a été donnée à ce jour.
* La marque « Répar’acteurs » : Il s’agit d’une marque nationale et reconnue qui répond à des objectifs multiples : de mobiliser les acteurs de la réparation, valoriser le savoir-faire des entreprises, faciliter la mise en relation avec les consommateurs, contribuer à l’économie de proximité créatrice d’emplois et de lien social, agir contre le gaspillage et prolonger l’utilisation des objets, économiser des matières premières, de l’énergie et de l’eau, réduire les émissions de gaz à effet de serre. Actuellement, cette opération n’est plus financée, il n’y a donc plus d’animateurs. Le réseau et la marque se maintiennent de manière autonome mais il n’y a pas de développement à prévoir.
* 4 artisans « Répar’acteurs » sur le territoire au 08/10/2019
* Charte de soutien à l’activité économique de proximité : proposée par la CMAR aux maires et reposant sur 4 priorités : (1) Faciliter la promotion des savoir-faire artisanaux locaux auprès des consommateurs et diffuser le label « Consommez local, consommez artisanal » pour la valorisation des produits locaux ; (2) Maintenir et renforcer l’activité artisanale sur le territoire des communes ; (3) Permettre le renouvellement des entreprises artisanales en encourageant la reprise d’entreprise ; (4) Soutenir la politique volontariste de la Chambre de métiers et de l’artisanat au travers de son offre de services qui repose notamment sur l’accompagnement et le suivi des porteurs de projet et des artisans installés qui souhaitent développer leur activité.
* Au cours de la mandature 2014-2020, la charte a été signé par l’ensemble des communes de la CCPE ainsi que par la commune de Briançon

**Chambre du commerce et de l’industrie :**

Depuis fin 2019, la CCI ne dispose plus d’agent entièrement consacré au développement et à l’accompagnement des démarches de RSE. Ces missions ont été transférées à un autre agent en tant que missions additionnelles aux missions traditionnelles d’accompagnement des entreprises. Cet agent répond aux sollicitations des entreprises concernant la RSE et plus globalement la transition écologique. L’agent a également une mission de sensibilisation et d’accompagnement concernant les premières démarches à entreprendre, la recherche et les demandes de financement, etc. L’agent renvoie ensuite vers un expert régional pour les questions d’ordres techniques. La CCI prévoit de répondre à l’AAP de la région PACA « Entrepreneuriat performant & responsable Accompagner les premiers pas des entreprises dans la transition écologique » pour renforcer son positionnement et son offre d’accompagnement des entreprises.

La CCI a développé plusieurs dispositifs et outils en lien avec l’économie circulaire :

* Outil ACTIF : À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF quantifie et géolocalise les ressources des entreprises et organi­sations. Elle permet de créer des syner­gies de mutualisation (emplois partagés et achats groupés) ou des synergies de substitution (les flux sortants des uns étant les flux entrants des autres).
* Cet outil n’est pas opérationnel sur le département des Hautes-Alpes car il doit s’appuyer sur un tissu industriel important pour être développé.
* L’outil « Diag Eco-flux » en partenariat avec la CMAR (cf. ci-dessus)
* Actuellement et du fait du changement de personne sur le poste, la CCI 05 n’utilise pas cet outil. Les « Diag Eco-flux » sont réalisés par la CMAR.
* Les « éco-défis des commerçants et des artisans » en partenariat avec la CMAR (cf. ci-dessus)

**Chambre d’Agriculture :**

Territoire d’industrie Vallée de la Durance

**Programme TZDZG :**

Les trois EPCI du territoire ont été retenues dans le cadre du programme TZDZG qui s’est terminé en 2019. Avec la CC de Serre-Ponçon (territoire limitrophe, également retenue au programme TZDZG), elles ont souhaité mutualiser une partie de leurs programmes d’actions afin de créer une dynamique territoriale autour de la prévention des déchets.

Réseaux :

* Réseau régional des animateurs-trices de démarches d’écologie industrielle et territoriale
* Réseau Filidéchets
* Réseau régional EGalim - réseau régional de lutte contre les pertes et gaspillage alimentaire
* Réseau régional « déchets du BTP »
* Réseau rural
* Réseau des ressourceries de PACA
* Réseau Commande publique et développement durable
* Réseau A3P

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Piliers de l’EC | Dispositifs financiers | Outils | Organismes | Acteurs |
| Approvisionnement durable |  | Réseau Commande publique et développement durable |  |  |
| Eco-conception | AAP FILIDECHET (Ademe et Région) | Territoire d’industrie Haute vallée de la Durance |  |  |
| Economie de la fonctionnalité | AAP Transition économique  et écologique des Entreprises (Ademe et Région) |  |  |  |
| Ecologie industrielle et territoriale | AAP FILIDECHET (Ademe et Région)  AAP Territoires et économie circulaire (Ademe et Région) | Réseau des animateurs.trices de démarches EIT  Outil ACTIF (CCI)  Réseau régional «déchets du BTP»  Territoire d’industrie Haute vallée de la Durance |  |  |
| Consommation responsable | AAP Transition économique et écologique des Entreprises (Ademe et Région)  AAP lutte contre les pertes et gaspillage alimentaire (Région)  AAP « Vers 200 initiatives de valorisation des produits agricoles locaux, au travers des circuits courts, des circuits de proximité et des  Projets Alimentaires Territorialisés » (Région) |  | Réseau régional de lutte contre les pertes et gaspillage alimentaire |  |
| Allongement de la durée d’usage |  | Réseau des ressourceries de PACA  Opération REPARACTEURS  (CMA) |  |  |
| Recyclage et valorisation matière | AAP FILIDECHET (Ademe et Région) |  |  |  |

# 3. Déchets du territoire

## a. Quantités de déchets produits

### Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) :

Tonnage des déchets en valeur absolue en 2018

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | Déchetterie | DMA |
| CCB | 10695 | 8087 | 7853 | 18701 |
| CCPE | 2938 | 2056,64 | 3425 | 5104 |
| CCGQ | 4885 | 3640,08 | 2166 | 8310 |
| Total | 18518 | 13783,48 | 13444 | 31485 |

Quantité de déchets produite par an et par habitant en kg (population INSEE 2018)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | Déchetterie | DMA |
| CCB - 21625 hab | 494,5 | 373,96 | 363,14 | 864,78 |
| CCPE - 6913 hab | 424,99 | 296,77 | 495,44 | 738,31 |
| CCGQ - 8168 hab | 598,06 | 445,65 | 265,18 | 1017,38 |
| Total - 36706 hab | 504,41 | 375,51 | 366,26 | 857,76 |

Modif octobre 2021

Tonnage des déchets en valeur absolue en 2018

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | CS | Déchetterie | DMA |
| CCB | 10695 | 8087 | 2608 | 7853 | 18701 |
| CCPE | 2938 | 2056,64 | 883 | 2166 | 5104 |
| CCGQ | 4721 | 3640,08 | 1246 | 3425 | 8310 |
| Total | 18518 | 13783,48 | 4737 | 13444 | 31485 |

Quantité de déchets produite par an et par habitant en kg (population INSEE 2018)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | CS | Déchetterie | DMA |
| CCB - 21625 hab | 494,5 | 373,96 | 121 | 363,14 | 864,78 |
| CCPE - 6913 hab | 424,99 | 296,77 | 128 | 313,32 | 738,31 |
| CCGQ - 8168 hab | 577,98 | 445,65 | 153 | 419,31 | 1017,38 |
| Total - 36706 hab | 504,41 | 375,51 | 129 | 366,26 | 857,76 |

Les déchets produits sur le territoire représentent 857 kg par habitant pour l’année 2018. La moyenne nationale 2016 était de 568kg par habitant. Cet écart peut s’expliquer par les caractéristiques du territoire : une population qui varie fortement en fonction des saisons (de 1 à 5 soit de 36 000 à 170 000) et qui n’est pas comptabilisée dans le calcul de la population INSEE (fort taux de résidences secondaires – 64 %, et nombre important de lits touristiques).

### Déchets d’Activités Economiques

Il n’existe pas à ce jour de données exhaustives sur les DAE et ce pour plusieurs raisons :

* L’économie du territoire est principalement fondée sur le secteur tertiaire et constituée d’entreprises de petites tailles. Les DAE de ces entreprises et des collectivités sont collectées par les CC. Aussi les DAE sont majoritairement des déchets assimilés, induisant une séparation floue entre déchets ménagers et déchets d’activités économiques et des difficultés à les comptabiliser et les caractériser.
* Il n’y a pas de déchetterie professionnelle sur le territoire (une en projet). Les 11 déchetteries du territoire sont ouvertes aux particuliers et aux professionnels.

La CCB a mis en place une redevance spéciale depuis 2011. Elle concerne près de 1500 entreprises divisées en trois catégories selon le volume de déchets produits (moins de 100 litres, entre 100 et 600 litres et plus de 600 litres par semaine).

### Déchets du BTP

Il n’existe pas à ce jour de données sur les déchets du BTP générés sur le territoire.

Dans le cadre de l’étude de faisabilité de la plateforme de réemploi des matériaux, il a été estimé :

* 57,8 tonnes de détournement de matériaux réemployables via la déchèterie de l'Argentière-La-Bessée (dont 25 tonnes détournées des encombrants).   
  - 6 tonnes de gisement liées au démantèlement à la Ressourcerie la Miraille   
  - 26,7 tonnes ont été collectées ou reçu en apport volontaire en 2019 (le potentiel peut rapidement augmenter après ouverture).

## b. Description des installations de gestion des déchets

Le territoire compte 11 déchetteries, deux quais de transfert, deux centres d’enfouissement dont un n’est plus en activité (isdi ABC ?). Il existe également un projet de plateforme de co-compostage et un projet de déchetterie professionnelle. Il n’existe ni centre de tri, ni usine de valorisation énergétique sur le territoire.

Pour l’élimination des déchets issus du BTP (31 000t/an), le territoire du SCoT dispose d’un Centre d’Enfouissement Technique de

classe III sur le site du Clot Jouffrey à Saint- Chaffrey. Celui-ci est habilité à recevoir les déchets

inertes issus du BTP (terres, gravats, béton concassé…).

De nombreuses filières REP sont en place sur le territoire avec des différences entre les territoires. Ainsi, il existe une trentaine de filières REP sur la CCB (bois, encombrants, ferrailles, gravats, déchets verts, EcoMobilier, déchets dangereux (SPUR et Eco-DDS), pneus, DEEE (4 filières différentes : petits appareils, ménagers, écrans, gros électroménagers froid, gros électroménagers hors froid), piles, batteries, textiles, ampoules, néons, huiles, skis, plastiques souples, polystyrène, déchets d’agriculture, cartons, capsules Nespresso, plaque de plâtre, goudrons d’étanchéité, verre, emballages recyclables, ordures ménagères, skis, polystyrène, déchets d’agriculture (Adivalor).

Chalets du réemploi installés en déchetterie de Guillestre et d’Aiguilles. La CCB travaille également au déploiement de caissons de réemploi en déchetterie.



Source : Le journal d’information de la Communauté de Communes du Guillestrois- Queyras #2

## c. Bilan des actions de prévention

Tonnage des déchets en valeur absolue en 2015

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | Déchetterie | DMA |
| CCB | 10656 | 8357 | 6505 | 17289 |
| CCPE | 2724 | 2093,76 | 2302 | 5026 |
| CCGQ | 4820 | 3784,68 |  | 7931 |
| Total | 18200 | 14235,44 |  | 30246 |

Quantité de déchets produite par an et par habitant en kg (population INSEE 2015)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | OMA | OMR | Déchetterie | DMA |
| CCB - 20 987 hab |  |  |  |  |
| CCPE - 6 682 hab |  |  |  |  |
| CCGQ - 8168 hab |  |  |  |  |
| Total - 36706 hab |  |  |  |  |

Pistes stratégies :

* Agriculture
* Laine
* Textile
* Tourisme avec focus station // parc d’activité
* Filière bois-énergie
* Écoconstruction : bois, paille, réemploi

Piliers :

1. Approvisionnement durable :

- Projet développement filière plante à parfum

2. Eco-conception :

Projet développement filière plante à parfum

Projet constitution cluster d’innovation sociale (UDESS05 ADSCB)

3. EIT :

Réseau de chaleur inter-entreprises.

Unité de lavage, système de consigne (Fabien Harel, ADT)

1. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\_20\_884 [↑](#footnote-ref-1)
2. Plan d’action en faveur de l’économie circulaire - Le pacte vert pour l’Europe, Commission Européenne, Mars 2020 [↑](#footnote-ref-2)
3. Données issues de la Charte Forestière de Territoire 2019-2024, du Projet de Territoire 2014-2020 et du projet de PCAET. [↑](#footnote-ref-3)